

CE MONDE QUI BOUGE

Syrie, ces «amis» qui lui veulent du bien

Par Hassane Zerrouky

A Tunis, la conférence des «Amis du peuple syrien» n'a pas atteint les objectifs que s'étaient fixés ses promoteurs qataris et saoudiens, avec Washington aux manettes, pour au moins trois raisons. La première tenait à la difficulté de faire émerger une opposition syrienne unie et représentative en mesure de constituer une alternative au régime de Bachar Al Assad.



Or, le Conseil national syrien (CNS), fortement soutenu et adoubé par les seuls Qataris et Saoudiens et leurs alliés des pétromonarchies du Golfe, s'est avéré incapable de fédérer toutes les forces de l'opposition syrienne.

Qui plus est sa représentativité est contestée. Il en est ainsi de l'Instance de coordination de la révolution syrienne (ICRS), basée en Syrie, qui s'est retirée de la réunion de Tunis, justifiant son geste par le fait que le groupe des «amis du peuple syrien» «n'excluait ni la militarisation de la révolution ni l'ingérence étrangère». Bien plus, l'ICRS a dénoncé ceux qui «désignent qui doit représenter le peuple syrien à la place du peuple syrien lui-même». Le Comité de coordination pour le changement national et démocratique (CCND), également basé à Damas, est sur la même longueur d'onde.

Ce dernier, qui regroupe des partis nationalistes arabes, kurdes, socialistes et marxistes ainsi que des personnalités indépendantes, a refusé de participer à la conférence de Tunis. Non seulement il accuse les organisateurs de vouloir reconnaître «une partie de l'opposition (le CNS) au détriment de l'ensemble» mais il a réitéré son opposition à une intervention étrangère parce que, a-t-il estimé, elle est «en contradiction claire et nette avec les intérêts du peuple syrien». Le CNS lui-même est l'objet de dissensions internes. A Amman (Jordanie), vingt de ses membres ont rejoint le Groupe patriotique syrien. D'autres ont annoncé la création d'un Mouvement du changement. La secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, qui formait de grands espoirs sur cette réunion et sur le CNS à qui elle a apporté un soutien appuyé à la veille de la conférence de Tunis, s'est depuis ravisée. «Le CNS fait de son mieux mais visiblement il ne s'agit pas d'une opposition unie», a-t-elle déploré. «Ce n'est pas la Libye», a-t-elle ajouté. Quant à l'armement de l'opposition évoquée avec force par l'Arabie saoudite et le Qatar, voire une intervention étrangère, elle n'y est pas favorable.

«Nous ne savons pas qui pourrait être armé (...) il y a plusieurs acteurs dangereux dans la région, Al-Qaïda et le Hamas, et d'autres qui sont sur notre liste d'organisations terroristes, qui affirment leur soutien à l'opposition. Il y a beaucoup de Syriens qui sont inquiets de ce qui pourrait arriver (...) je pense qu'il y a tous les risques d'une guerre civile. Une intervention étrangère n'empêcherait pas cela, elle précipiterait même probablement les choses», assurait-elle dimanche dans un entretien à la BBC. Plus généralement, elle a admis l'existence d'«une très forte opposition à une intervention étrangère à l'intérieur et à l'extérieur de la Syrie» !

L'impasse est telle qu'Hillary Clinton en est arrivée à lancer un appel à l'armée syrienne et aux Syriens qui soutiennent le régime (il en existe ?). «Nous exhortons les membres de l'armée syrienne à faire primer l'intérêt du pays. Nous continuons de croire que le cercle entourant Assad est inquiet des attaques brutales qui se déroulent (...) et tous les Syriens doivent travailler ensemble dans la recherche d'un meilleur avenir (...) Je voudrais réitérer mon message aux Syriens qui continuent de soutenir Assad, en particulier au sein de l'armée et dans la communauté d'affaires : plus longtemps vous soutiendrez la violence du régime contre vos frères et vos sœurs, et plus votre honneur sera sali.» Autrement dit, le régime syrien

dispose de soutiens au sein de la population. Dès lors pourquoi ne pas entrevoir une solution de sortie de crise basée sur un compromis acceptable par toutes les parties comme le préconise une partie de l'opposition syrienne ?

En fait, l'erreur de Washington et ses alliés est d'avoir cru à une répétition du scénario libyen où Homs, à l'instar de Benghazi, aurait été le point de départ d'une offensive menant tout droit à la conquête de Damas et à la chute du régime. Au final, Washington, l'UE et leurs alliés arabes donnent l'impression de s'être enfermés dans une équation insoluble.

H. Z.

FRAUDE COMMERCIALE

12 000 sociétés d'importation recensées en 2011

Douze mille sociétés d'importation ont été inscrites en 2011 au fichier national des fraudes. Grand nombre de ces sociétés activent dans la vente sans facturation.

Chérif Bennaceur - Alger

(Le Soir) - Selon le directeur général du contrôle économique et de la répression des fraudes au ministère du Commerce, des sociétés sont inscrites annuellement au fichier national des fraudeurs.

Pour l'année 2011, douze mille sociétés d'importation ont été inscrites, selon Abdelhamid Boukahnoune qui a présenté hier aux médias un bilan de l'action de ses services. Voire, la grande fraude concerne notamment la vente sans facturation.

Ainsi, le DG du contrôle économique relève que nombre de sociétés n'arrivent pas à être localisées.

«Nous ne les retrouvons pas», relève M. Boukahnoune qui indique, dans ce contexte et concernant le contrôle des pratiques commerciales, que sur les 101 728 infractions enregistrées en 2011, 7 887 infractions soit 8% portent sur l'exercice d'activités commerciales sans local. Certes, ces sociétés sont inscrites au registre du com-

merce, d'une manière relative-ment légale, et respectent leurs obligations légales mais ne disposent pas de locaux.

En outre, le bilan 2011 indique que 6% des infractions portent sur le défaut de facturation (6 001 cas) et 8% portent sur le défaut du registre du commerce.

Et cela même 65% des infractions concernent essentiellement le défaut de dépôt des comptes sociaux (34 567 infractions, passibles de poursuites judiciaires) et le défaut de publicité des prix et des tarifs (28 322 infractions).

Concernant le contrôle de la qualité, notamment des produits alimentaires, le représentant du commerce note qu'aucun cas de décès n'a été enregistré en 2011, et d'autant que la maîtrise, voire la réduction des risques alimentaires est davantage effective. Tout en notant que sur les 58 237 infractions en matière de conformité constatées en 2011, 43% des infractions portent sur l'absence d'hygiène et de salu-

brité (25 209 infractions), 7,5% portent sur la détention et mise à la vente de produits non conformes (4 999 infractions) et 6,5% portent sur la détention et mise à la vente de produits impropres à la consommation (3 780).

Et cela même si plus de 22 tonnes de lait ont été retirées et la société Lecolait passible de poursuites judiciaires notamment pour multiples infractions.

En ce sens, l'on note que les analyses de 10 215 échantillons de produits alimentaires ont révélé la non-conformité de 2 453 échantillons (soit 24%).

D'autre part, sur 1 100 cargaisons (51 000 tonnes de marchandises d'une valeur de 5,6 milliards de dinars) bloquées

aux frontières, les infractions concernent à 70% les produits industriels.

Et d'autant que la maîtrise de la conformité des produits industriels reste à parfaire, en l'absence notamment d'un laboratoire national des essais non encore opérationnel et dans la mesure où les inspections aux frontières (aéroports et zones sous-douane) ont été renforcées et le contrôle se base sur une liste préétablie. Ces cargaisons non admises sur le territoire national font partie de 89 376 cargaisons contrôlées aux frontières dont 63% contrôlées aux frontières de la région d'Alger (port et aéroport Houari Boumediène).

C. B.

INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES

La création de consortiums d'exportations boostée

La création de consortiums d'exportation dans les industries agroalimentaires est boostée. Trois consortiums d'exportation, au moins, devraient ainsi voir le jour à l'horizon 2013, dans le cadre d'un programme élaboré par le ministère de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'Investissement en collaboration avec l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI).

La première année de ce nouveau dispositif sera consacrée à sensibiliser les entreprises nationales publiques et privées sur les avantages offerts par l'adhésion aux consortiums notamment en matière de conquête des marchés étrangers et d'exportations des produits et services.

Les frais des procédures de création des consortiums seront entièrement pris en charge par le programme. Financé par l'ambassade de France en Algérie à 450 000 euros, le programme cible en premier lieu les entreprises moyennes disposant d'un potentiel et de parts de marché.

Précisons qu'un consortium d'exportation est une alliance volontaire d'entreprises dont l'objectif est de promouvoir les biens et services de ses membres à l'étranger et de faciliter l'exportation de leurs produits grâce à des actions communes.

C. B./APS

LA PROTECTION CIVILE FÊTE SA JOURNÉE MONDIALE

Un corps qui s'engage et se sacrifie

La Protection civile célèbre aujourd'hui 1^{er} mars de chaque année sa Journée mondiale. En Algérie, ce corps au cours des dernières années et plus spécialement lors de la décennie noire, du séisme de mai 2003 et des inondations de novembre 2001 s'est engagé en première ligne pour venir en aide à la population. D'aucuns témoignent d'ailleurs de l'engagement de ces hommes qui font face au danger et interviennent en cas de sinistre au péril de leur vie.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Ils se déploient sur le terrain et s'engagent à fond dans la mission qui leur est dévolue, à savoir sauver des vies humaines. Les agents de la Protection civile, lors d'événements dramatiques vécus par les Algériens, ont toujours répondu présent.

L'image des agents déployés sur les lieux des attentats et des massacres, lors des années noires du terrorisme et des catastrophes naturelles de 2001 et 2003, reste vivace dans les esprits. Ils se sont rendus sans relâche dans les endroits où il fallait sauver des vies au risque d'être aussi happés par l'hydre du terrorisme et bon nombre d'entre eux ont d'ailleurs payé de leur vie leurs engagements humanitaires. Ils étaient 15 à être assassinés par les terroristes, la plupart d'entre eux ayant été fauchés par des déflagrations quand ils s'approchaient des cadavres piégés dans l'exercice de leur fonction. D'aucuns témoigneront aussi du fait que les agents de la Protection civile se sont complètement investis dans les missions de sauvetage.

Lors des inondations qui ont touché l'Algérois en novembre 2001, ils ont sorti des eaux en furie, et par la suite de la fange,

des centaines de corps. Et même quand il n'y avait aucun espoir de retrouver des survivants, ils ont poursuivi leur mission sans relâche, ne perdant pas l'espoir de pouvoir encore sauver des vies. Les mêmes comportements héroïques ont été constatés quand la terre a violemment tremblé en mai 2003 et quand il a fallu extirper de sous les décombres les corps ensevelis.

Lors des deux drames, les quartiers généraux installés sur les lieux mêmes des sinistres ont rassuré la population meurtrie et surtout leur ont été d'une grande aide au quotidien. Durant les deux événements, de 6 000 à 7 000 agents avaient été déployés sur le terrain, selon M. Mohamed Medjekane directeur de la communication à la Protection civile.

Le responsable précisera que le corps a aussi payé chèrement son abnégation puisque 112 agents ont péri au cours des dernières années en service commandé. Actuellement, 42 000 agents de la Protection civile, tous grades confondus activent sur le terrain. Ce nombre passera à 47 000 agents quand les 5 600 stagiaires auront achevé leur formation, explique M. Medjekane. «La Protection civile cherche à coordonner au

mieux les actions entre les différents intervenants dans les domaines de la prévention et de l'intervention, en prévision des risques naturels ou technologiques ou lors de leur survenance, reste donc une préoccupation constante pour les responsables du secteur. Mais ce souci, une fois transcendé, nous ne pouvons nous en contenter car il y va de la protection et de la préservation des vies de nos citoyens pour lesquels nous déployons tous nos efforts et notre action de prévention avec la volonté soutenue d'asseoir une véritable culture de risque», retrouve-t-on par ailleurs dans le message de l'Organisation internationale de la Protection civile (OIPC).

Pour la Protection civile, la priorité étant de se rapprocher des citoyens, précise M. Medjekane qui évoquera aussi l'objectif d'une meilleure couverture des risques. Dans ce cadre, il sera, d'ailleurs, réalisé selon notre interlocuteur, le projet d'un schéma de wilaya d'analyse et de couverture des risques.

Ce sera sur la base des statistiques qu'il sera possible aux professionnels de connaître les réalités du terrain et de réduire les délais d'intervention lors des sinistres, et ce, surtout en cas de feux de forêt.

Pour cette année, le thème retenu pour la Journée mondiale de la Protection civile est «la Protection civile et les accidents domestiques».

A cet effet, la direction de la Protection civile de la wilaya d'Alger, notamment, a tracé un programme de prévention et de sensibilisation allant du 1^{er} au 7 mars.

F.-Z. B.